

Évolutions monétaires en Guyane au 30 juin 2016

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Dans son édition d'avril 2016 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde, le FMI indiquait que « *Les risques qui pèsent sur la stabilité financière mondiale se sont intensifiés depuis l'édition d'octobre 2015* [de ce rapport] ». Les prévisions du FMI pour la croissance mondiale ont été revues à la baisse en juillet 2016 (-0,1 point de pourcentage) à 3,1 % pour 2016 et 3,4 % pour 2017, par rapport à une croissance de 3,1 % pour 2015, suite au vote intervenu au Royaume-Uni le 23 juin 2016 concernant la sortie du pays de l'Union européenne, avec des perspectives plus défavorables pour les pays avancés et inchangées pour les autres zones.

Pour la zone euro, le taux de croissance en glissement annuel s'établit à 1,6 %¹ au deuxième trimestre 2016, avec une croissance trimestrielle du PIB en volume de 0,3 %¹ pour le deuxième trimestre 2016 et de 0,5 %¹ pour le premier trimestre 2016. La BCE prévoit une croissance du PIB en volume de 1,7 % en 2016 et 1,6 % en 2017 et 2018. En août 2016, la progression annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) était de 0,2 %¹. La BCE prévoit une variation de l'IPCH de 0,2 % pour 2016, 1,2 % pour 2017 et 1,6 % en 2018.

À l'issue de la réunion du 8 septembre 2016, le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale européenne (BCE) a laissé inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. Le Conseil a par ailleurs confirmé que « *les achats mensuels d'actifs à hauteur de 80 milliards d'euros devraient être réalisés jusque fin mars 2017 ou au-delà, si nécessaire, et en tout cas, jusqu'à ce qu'il observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif.* », à savoir « *assurer un retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme.* ».

En France, le PIB est en légère baisse (-0,1 %)² au deuxième trimestre 2016 après une croissance de 0,7 %² au premier trimestre 2016. Les prévisions de croissance de la Banque de France sont de +1,4 % en 2016, 1,5 % en 2017 et 1,6 % en 2018. Concernant l'inflation, l'évolution mensuelle de l'IPCH était de 0,3 % en août 2016 et en hausse de 0,4 % sur les 12 derniers mois². La Banque de France prévoit une inflation (ICPH) à 0,2 % pour 2016, 1,1 % pour 2017 et 1,4 % pour 2018.

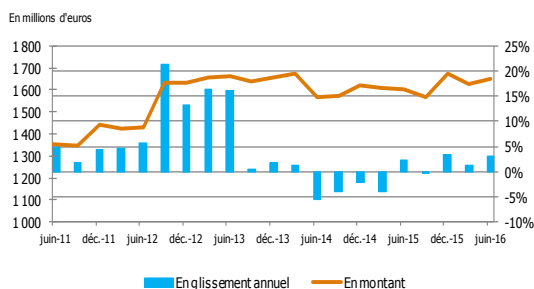
CROISSANCE DE L'ENCOURS DE CRÉDITS EN GUYANE

L'encours sain des concours bancaires de la Guyane **enregistre une croissance annuelle de +5,9 %** (soit +166,3 M€) pour s'établir à 2 987,9 millions d'euros à fin juin 2016. L'encours augmente de 3,0 % (+87,8 M€) sur les 6 premiers mois de l'année. Cet encours est composé à 50,7 % par les entreprises, 32,7 % par les crédits aux ménages, 12,7 % par les collectivités locales, le solde par les autres agents.

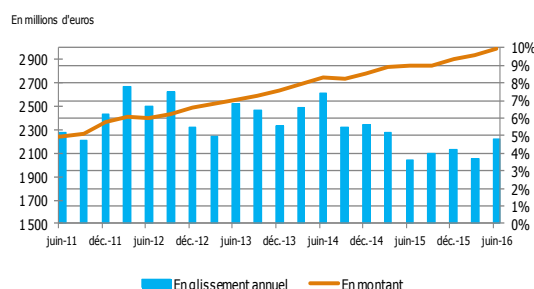
L'encours sain total des crédits aux ménages affiche une hausse de 9,4 % sur un an (soit +84,3 M€), tirée par la croissance des crédits à l'habitat (+10,1 %, soit +73,0 M€). Les crédits octroyés aux entreprises augmentent (+4,6 % sur un an soit +66,1 M€) en rythme annuel.

L'ensemble des actifs financiers atteint 1 653,0 M€ à fin juin 2016, en hausse de 3,1 % (soit +49,3 M€) en rythme annuel. Cette augmentation annuelle s'explique par la bonne collecte des dépôts à vue (+7,2 %, soit +55,1 M€) et des produits d'assurance-vie (+3,1 % soit +7,4 M€). En revanche, sur les 6 premiers mois de l'année l'encours global de dépôt s'inscrit en baisse de 1,4 % (soit -23,5 M€).

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



¹ Source : Eurostat

² Source : INSEE

LA DISTRIBUTION DE CRÉDIT POURSUIT SA TENDANCE HAUSSIÈRE

Dynamisme des crédits d'investissement aux entreprises

Les **crédits aux entreprises progressent** en rythme annuel de 4,6 % (soit +66,1 M€) et atteignent 1 516,4 M€ à fin juin. Sur les 6 premiers mois, la croissance de l'encours a été particulièrement vigoureuse avec une hausse de 3,7 % (soit +54,6 M€). Cette évolution va de pair avec la hausse des créations d'entreprises observée ces dernières années dans le département, qui génère des besoins de financement de trésorerie et d'investissement pour les entreprises.

L'encours des **crédits immobiliers**, qui représente 60,0 % de l'encours des entreprises, **s'inscrit en hausse** (+1,6 %, soit +14,6 M€) entre juin 2015 et juin 2016 pour s'établir à 910,3 M€. Les crédits consentis par les prêteurs institutionnels notamment pour l'habitat social portent cette croissance de l'encours.

Les **crédits d'investissement poursuivent leur dynamique à la hausse** (+11,4 % soit +53,8 M€) pour atteindre 527,0 M€ à fin juin. Les crédits à l'équipement, qui représentent 78,7 % des prêts d'investissement, augmentent quant à eux de 6,3 % en rythme annuel.

Les entreprises ont également eu recours aux **crédits d'exploitation** dont l'encours **progressive** de 5,3 % (soit +3,9 M€) en rythme annuel pour s'établir à 77,8 M€. Cette évolution est imputable à l'utilisation de découverts, dont l'encours augmente de 8,6 % sur un an soit +2,6 M€. Cette hausse n'est pas synonyme de dégradation de la trésorerie des entreprises puisque les dépôts à vue des entreprises augmentent de 5,8 % (soit +18,4 M€) en rythme annuel.

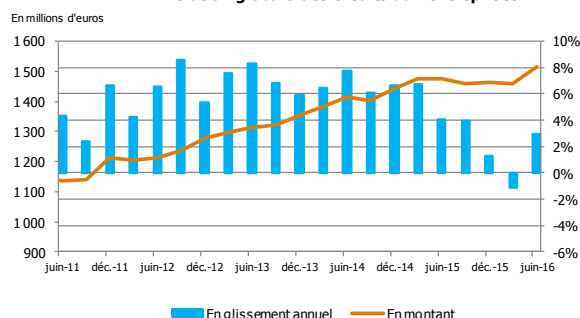
Par secteur, l'immobilier, l'administration publique, l'hébergement et la restauration enregistrent la plus forte hausse de leur encours entre le mois de juin 2015 et juin 2016. Ils augmentent respectivement de 3,0 % (soit +36,9 M€), 3,8 % (soit +14,4 M€) et 69,1 % (soit +9,8 M€). Les secteurs de la santé et de la production énergétique affichent quant à eux des baisses respectives de 6,6 % (soit -12,0 M€) et 14,3 % (soit -5,4 M€)³.

Progression des crédits aux ménages

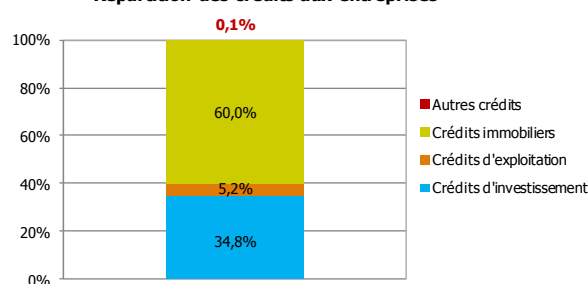
L'encours **sain des crédits aux ménages maintient un rythme de progression soutenu** entre juin 2015 et juin 2016 (+9,4 %, soit +84,3 M€) et atteint 977,1 M€. **Les crédits à l'habitat** qui représentent 81,6 % de l'encours des ménages **progressent** de 10,1 %, soit +73,0 M€ en glissement annuel. Cette croissance pourrait être liée à la baisse généralisée des taux des crédits immobiliers. Néanmoins, au premier semestre ils connaissent une hausse contenue de 0,9 %.

L'encours des **crédits à la consommation affiche une augmentation** de 6,7 % (soit +11,2 M€) en rythme annuel à 179,5 M€ à fin juin. Il s'inscrit néanmoins en baisse de 0,6 % (soit -1 M€) au premier semestre. Cette évolution est en phase avec le recul des importations de biens de consommation et des ventes de véhicules neufs observé entre janvier et juin 2016.

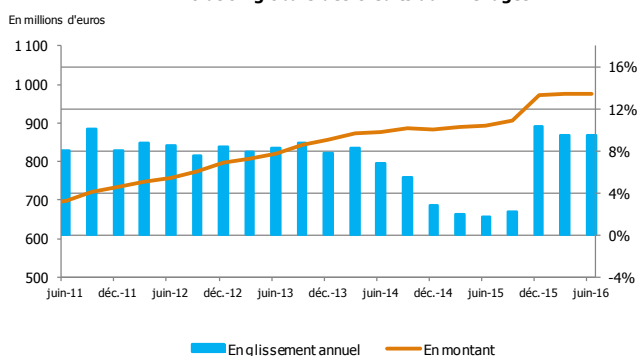
Évolution globale des crédits aux entreprises



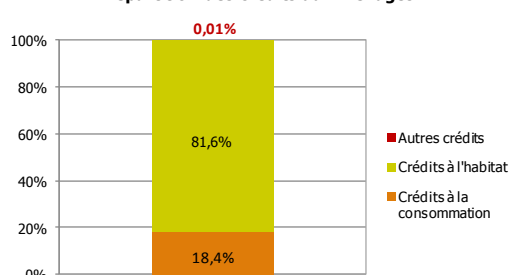
Répartition des crédits aux entreprises



Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



³ Les données sont issues du Service central des risques (SCR) de la Banque de France, au 30 juin 2016.

Stabilité des crédits aux collectivités locales

L'encours de crédit aux collectivités locales est stable avec une progression de seulement 0,3 % (+1,1 M€) en glissement annuel. En revanche, la croissance est dynamique sur les 6 premiers mois de l'année (+9,6 %, soit +33,3 M€) probablement lié aux nouveaux besoins générés par la création de la nouvelle Collectivité territoriale de Guyane (CTG).

Hausse des crédits aux autres agents⁴

L'encours sain de crédit des autres agents progresse de +14,8 % en rythme annuel pour s'établir à 114,6 M€ à fin juin 2016.

Recul des créances douteuses

L'encours de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement (ECIL) connaît une baisse de 3,8 % (soit -3,5 M€) et s'établit à 89,2 M€ à fin juin 2016. Le taux de créances douteuses, qui s'élève à 3,3 %, diminue de 0,3 point sur un an.

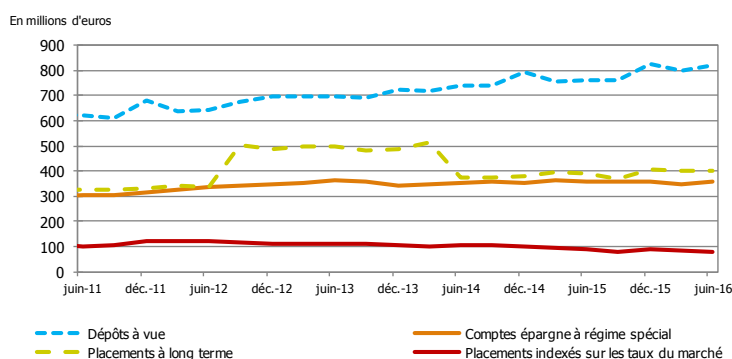
Les provisions des ECIL se contractent de 8,0 % sur un an pour atteindre 51,2 M€. Le taux de provisionnement diminue pour sa part de 2,9 points pour s'établir à 56,4 % contre 59,3 % en juin 2015, en raison de la baisse plus sensible des provisions face à celle des créances douteuses. Toutefois, sur le semestre le taux de provisionnement progresse de 2,5 points.

HAUSSE DES ACTIFS FINANCIERS

L'encours des actifs financiers du département augmente de 3,1 % (soit +49,3 M€) en rythme annuel pour s'établir à 1 653,0 M€. Sur le 1^{er} semestre de l'année, les actifs financiers diminuent de 1,4 % (soit -23,5 M€).

La croissance annuelle s'explique majoritairement par la hausse des dépôts à vue (+7,2 %, soit +55,2 M€) mais aussi par la bonne tenue de la collecte des placements long terme. Ces hausses ont largement contrebalancé la diminution des placements liquides ou à court terme (-3,6 % soit -16,4 M€).

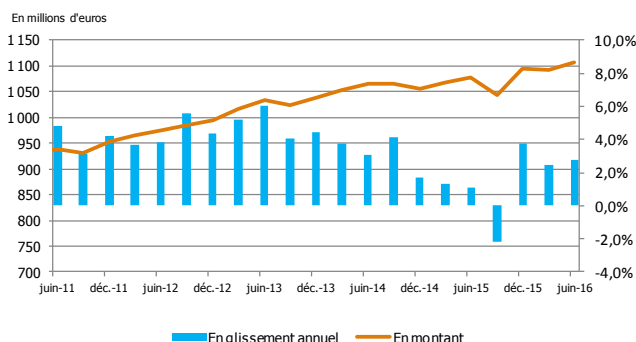
Évolution des principales composantes des actifs financiers



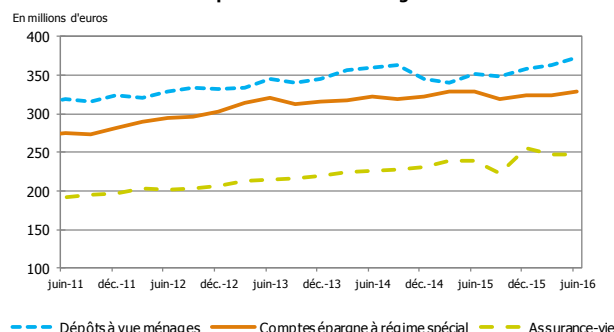
Croissance de l'épargne des ménages

Les placements des ménages augmentent de 2,8 % (soit +29,7 M€) entre juin 2015 et juin 2016 pour s'établir à 1 106,3 M€.

Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des placements des ménages



L'évolution d'ensemble provient principalement de la hausse des dépôts à vue (+6,1 % soit +21,3 M€) en rythme annuel.

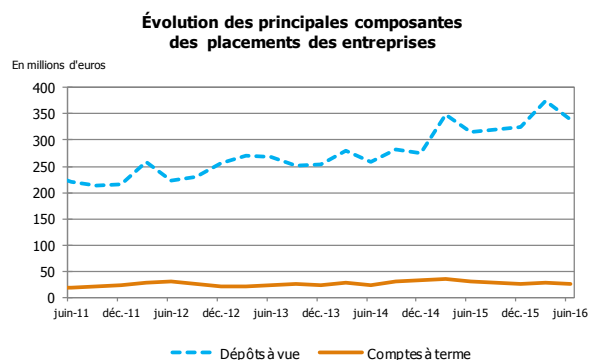
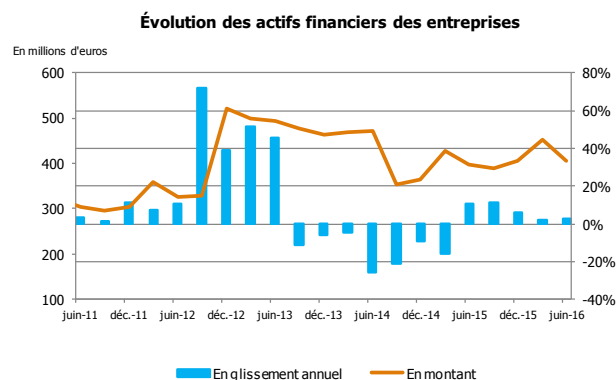
Les placements de long terme affichent également une bonne collecte dynamique avec un encours qui augmente de 2,3 % (soit +8,6 M€). L'assurance-vie, premier produit d'épargne à long terme des ménages (246,9 M€) augmente de 3,1 % sur un an. L'encours des plans d'épargne logement (PEL), deuxième composante de l'épargne longue, croît de 4,1 %. En effet, les produits d'assurance-vie offrent des rendements toujours intéressants en dépit d'une tendance à la baisse. Néanmoins, sur les 6 premiers mois de l'année, il y a eu un mouvement de décollecte sur les produits d'assurance-vie de -3,1 %, soit une baisse de -7,9 M€.

⁴ Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

Les placements liquides ou à court terme sont quant à eux stables en rythme annuel (-0,1 %, soit -0,2 M€), en effet la faible baisse des comptes d'épargne à régime spécial (-0,1 %, soit -0,5 M€) a été compensée en partie par une légère hausse des placements indexés sur les taux du marché (+1,2 %, soit +0,2 M€).

Progression des actifs financiers des entreprises

Au 30 juin 2016, l'encours des **actifs financiers des entreprises** affiche une nouvelle croissance en glissement annuel (+2,8 % soit +10,8 M€) grâce à la hausse conjointe des **dépôts à vue** (+5,8 %, soit +18,4 M€) et de **l'épargne longue** (+164,4 % soit +6,8 M€)



L'encours des **placements liquides ou à court terme** se contracte de 21,6 % (soit -14,4 M€). Ce recul provient à la fois des **comptes d'épargne à régime spécial** (-46,0 %, soit -7,5 M€) et des placements indexés sur les taux du marché (-13,7 %, soit -6,9 M€).

En revanche, sur les six premiers mois de l'année, l'encours des actifs financiers se contracte de 11,1 % affecté essentiellement par le recul des dépôts à vue (-9,5 %, soit -35,7 M€) et par la contraction des placements liquides à court terme (-21,3 %, soit -14,1 M€)

Augmentation des actifs des autres agents

L'épargne des autres agents progresse de 6,5 % (+8,8 M€) sur un an. Seuls les **dépôts à vue** et les **comptes d'épargne à régime spécial** affichent une hausse en glissement annuel (respectivement +16,8 % et +25,1 %). **Les placements indexés sur les taux du marché** se contractent de 25,5 % (soit -5,3 M€) et les placements à long terme de 47,0 % (soit -4,8 M€).

MÉTHODOLOGIE

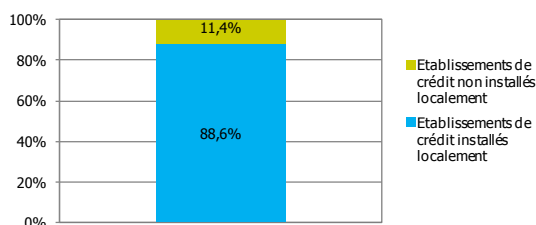
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

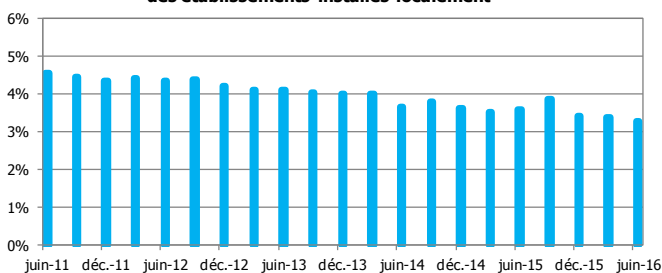
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros							Variations		
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	92,7	100,6	94,6	73,9	78,1	81,6	79,2	77,8	-4,7%	5,3%
<i>Créances commerciales</i>	8,5	7,9	7,0	4,7	3,9	6,1	5,8	5,0	-16,9%	7,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	33,0	30,5	31,9	29,5	32,1	33,5	29,8	29,9	-10,7%	1,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	6,5	6,0	6,2	6,8	6,8	7,5	7,2	6,8	-8,7%	-0,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	44,8	55,2	46,7	30,1	32,5	31,8	30,1	32,7	3,0%	8,6%
<i>Affacturage</i>	6,5	6,9	9,0	9,6	9,6	10,4	13,5	10,2	-1,6%	6,3%
Crédits d'investissement	364,8	402,0	439,2	473,3	475,3	487,3	494,0	527,0	8,1%	11,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	273,1	306,4	328,2	369,7	361,3	375,7	383,1	414,8	10,4%	12,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	26,2	24,8	23,1	13,9	13,6	13,2	13,6	13,9	4,6%	-0,4%
<i>Crédit-bail</i>	91,7	95,6	111,0	103,6	114,0	111,6	111,0	112,3	0,6%	8,4%
Crédits à l'habitat	749,4	803,5	873,0	895,7	880,0	887,0	883,3	910,3	2,6%	1,6%
Autres crédits	5,1	7,0	8,7	7,4	5,1	5,8	1,1	1,2	-79,9%	-84,3%
Encours sain	1 212,1	1 313,1	1 415,5	1 450,2	1 438,5	1 461,8	1 457,7	1 516,4	3,7%	4,6%
Ménages										
Crédits à la consommation	163,5	162,4	170,5	168,2	176,4	180,5	179,3	179,5	-0,6%	6,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	137,3	136,7	143,6	145,0	154,2	159,1	158,3	159,8	0,5%	10,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	11,9	12,8	14,9	14,3	14,0	13,5	13,7	12,8	-4,8%	-10,2%
<i>Crédit-bail</i>	14,3	13,0	11,9	9,0	8,3	7,9	7,3	6,8	-14,5%	-24,6%
Crédits à l'habitat	594,5	658,8	706,9	724,5	731,1	790,6	793,1	797,5	0,9%	10,1%
Autres crédits	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	2,0	2,0	0,1	-94,7%	100,9%
Encours sain	758,2	821,4	877,5	892,8	907,5	973,1	974,3	977,1	0,4%	9,4%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,9	6,9	5,0	0,4	0,1	3,2	4,1	5,2	61,5%	1293,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>		6,0	4,0	0,0	0,0	3,2	4,1	5,2	61,5%	13945,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,9	0,9	1,0	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	470,6%	-99,7%
Crédits d'investissement	393,6	382,0	347,7	378,3	374,3	343,3	382,2	374,6	9,1%	-1,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	393,6	381,9	347,6	378,2	374,2	342,8	381,7	374,2	9,2%	-1,1%
Autres crédits	0,4	0,1								
Encours sain	394,9	388,9	352,6	378,7	374,4	346,5	386,3	379,8	9,6%	0,3%
Autres agents										
Encours sain	31,7	37,3	104,3	99,9	100,0	118,7	117,8	114,6	-3,4%	14,8%
TOTAL										
Encours sain	2 396,9	2 560,7	2 750,0	2 821,6	2 820,4	2 900,1	2 936,1	2 987,9	3,0%	5,9%
<i>dont ECNIL</i>	339,9	338,3	344,0	324,8	300,8	283,5	330,9	341,6	20,5%	5,2%
Créances douteuses brutes	104,6	105,5	98,6	100,0	124,7	119,0	117,3	99,5	-16,4%	-0,5%
<i>dont ECIL</i>	93,7	95,4	91,0	92,7	100,8	92,6	91,3	89,2	-3,6%	-3,8%
<i>Créances douteuses nettes</i>	42,8	42,1	36,9	44,3	66,3	68,4	67,4	48,3	-29,4%	9,0%
<i>(dt) Entreprises</i>	31,7	30,5	19,4	24,7	44,4	47,7	45,8	25,6	-46,3%	3,9%
<i>(dt) Ménages</i>	10,8	11,4	14,4	14,3	16,4	18,3	19,7	21,0	14,2%	46,9%
<i>Provisions</i>	61,8	63,4	61,8	55,7	58,3	50,7	49,9	51,2	1,1%	-8,0%
Encours brut total	2 501,5	2 666,2	2 848,6	2 921,6	2 945,1	3 019,2	3 053,4	3 087,4	2,3%	5,7%
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,2%	4,0%	3,5%	3,4%	4,2%	3,9%	3,8%	3,2%	-0,7 pt	-0,2 pt
<i>dont ECIL</i>	4,4%	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,4%	3,4%	3,3%	-0,2 pt	-0,3 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	59,1%	60,1%	62,6%	55,7%	46,8%	42,6%	42,6%	51,5%	8,9 pt	-4,2 pt
<i>dont ECIL</i>	65,7%	66,0%	67,1%	59,3%	57,2%	53,9%	53,7%	56,4%	2,5 pt	-2,9 pt

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Sociétés non financières	327,2	476,0	353,2	390,2	404,7	450,9	406,4	401,0	-11,1%	2,8%
Dépôts à vue	229,2	252,1	282,1	319,7	326,0	373,8	338,5	338,1	-9,5%	5,8%
Placements liquides ou à court terme	89,6	74,1	64,4	66,4	66,8	66,1	56,1	52,0	-21,3%	-21,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	24,1	18,0	8,8	16,2	23,3	15,8	8,4	8,7	-44,6%	-46,0%
Placements indexés sur les taux de marché	65,5	56,1	55,6	50,2	43,5	50,3	47,7	43,3	-14,0%	-13,7%
<i>dont comptes à terme</i>	24,5	24,5	31,1	28,3	26,1	27,3	26,4	24,2	-11,4%	-14,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	31,9	27,2	22,1	19,3	14,8	19,9	18,3	18,5	-6,9%	-4,1%
<i>dont certificats de dépôt</i>	9,1	4,3	2,4	2,6	2,6	3,2	3,0	0,6	-80,8%	-76,3%
Épargne à long terme	8,4	149,7	6,7	4,1	11,8	11,0	11,7	10,9	-0,8%	164,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,5	3,9	2,2	1,4	9,2	8,4	8,6	8,5	1,7%	503,3%
Ménages	975,0	1 033,7	1 065,2	1 076,6	1 042,4	1 095,0	1 093,1	1 106,3	1,0%	2,8%
Dépôts à vue	328,9	344,6	360,2	351,9	349,1	358,9	363,7	373,2	4,0%	6,1%
Placements liquides ou à court terme	323,2	348,1	347,7	350,1	339,4	345,1	345,3	349,8	1,4%	-0,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	294,6	321,3	321,6	329,7	319,6	324,8	323,9	329,2	1,4%	-0,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	95,6	97,0	91,3	96,6	93,5	94,4	93,4	93,5	-1,0%	-3,2%
<i>dont livrets A et bleus</i>	146,2	165,8	171,4	174,2	168,8	172,0	171,5	175,7	2,2%	0,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,2	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,2	2,6%	11,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	6,8	6,3	5,4	5,3	5,3	5,3	5,4	5,4	0,0%	0,8%
<i>dont livrets de développement durable</i>	17,5	24,0	26,3	27,8	27,1	27,9	28,6	29,6	6,0%	6,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	26,2	26,3	25,1	23,8	22,9	22,9	22,9	22,8	-0,4%	-3,9%
Placements indexés sur les taux de marché	28,7	26,9	26,2	20,4	19,8	20,3	21,4	20,6	1,6%	1,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	20,9	20,1	19,9	15,7	15,4	15,8	16,8	16,0	1,6%	1,7%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-4,8%	-4,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	7,7	6,8	6,3	4,6	4,2	4,5	4,5	4,5	1,8%	-0,5%
Épargne à long terme	322,8	340,9	357,3	374,7	353,8	391,1	384,2	383,2	-2,0%	2,3%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	86,4	92,5	98,2	106,9	106,8	110,0	110,8	111,2	1,2%	4,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	5,4	5,2	5,0	4,6	4,5	4,4	4,2	4,1	-6,3%	-11,5%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,9	0,8	0,7	0,7	0,8	0,7	0,8	0,8	9,3%	11,6%
<i>dont portefeuille-titres</i>	17,7	17,9	18,0	15,8	12,1	14,2	14,9	12,9	-9,0%	-18,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	10,5	9,8	9,3	7,2	6,2	7,0	6,7	7,3	3,7%	1,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	201,9	214,7	226,1	239,5	223,5	254,7	246,8	246,9	-3,1%	3,1%
Autres agents	128,1	150,8	149,2	136,8	122,7	130,6	129,4	145,7	11,6%	6,5%
Dépôts à vue	81,7	97,3	97,5	91,8	87,5	93,8	93,7	107,2	14,3%	16,8%
Placements liquides ou à court terme	42,7	49,1	43,3	34,9	31,6	31,8	31,2	33,1	3,9%	-5,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	17,2	22,4	21,0	14,0	15,9	15,5	16,6	17,5	13,4%	25,1%
Placements indexés sur les taux de marché	25,5	26,8	22,4	20,9	15,6	16,4	14,6	15,5	-5,2%	-25,5%
<i>dont comptes à terme</i>	14,9	15,9	15,6	15,8	14,2	14,0	12,2	13,1	-6,1%	-17,0%
Épargne à long terme	3,7	4,4	8,4	10,2	3,7	4,9	4,6	5,4	10,1%	-47,0%
Total actifs financiers	1 430,2	1 660,5	1 567,6	1 603,6	1 569,7	1 676,4	1 628,9	1 653,0	-1,4%	3,1%
Dépôts à vue	639,8	694,1	739,7	763,4	762,6	826,5	795,9	818,5	-1,0%	7,2%
Placements liquides ou à court terme	455,5	471,4	455,5	451,3	437,8	443,0	432,5	434,9	-1,8%	-3,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	335,9	361,7	351,4	359,9	358,9	356,0	348,9	355,5	-0,2%	-1,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	109,4	115,4	108,0	116,6	114,6	113,9	112,0	114,9	0,9%	-1,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	173,8	187,6	184,5	184,4	186,9	183,8	177,9	180,6	-1,7%	-2,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,2	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,2	2,6%	11,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	6,8	6,3	5,4	5,3	5,3	5,3	5,4	5,4	0,1%	0,9%
<i>dont livrets de développement durable</i>	17,5	24,0	26,4	27,8	27,2	27,9	28,6	29,6	6,0%	6,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	26,2	26,3	25,2	23,8	22,9	23,0	22,9	22,9	-0,4%	-4,0%
Placements indexés sur les taux de marché	119,6	109,8	104,1	91,4	78,9	87,0	83,7	79,4	-8,7%	-13,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	60,3	60,5	66,6	59,9	55,8	57,0	55,4	53,3	-6,5%	-11,0%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-4,8%	-4,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	9,1	4,3	2,4	2,6	2,6	3,2	3,0	0,6	-80,8%	-76,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	50,2	44,9	35,1	28,9	20,5	26,7	25,2	25,4	-4,8%	-11,9%
Épargne à long terme	334,9	495,1	372,4	389,0	369,3	407,0	400,4	399,6	-1,8%	2,7%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	86,5	92,6	98,2	107,2	107,1	110,2	111,1	111,4	1,1%	3,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	5,4	5,2	5,0	4,6	4,5	4,4	4,2	4,1	-6,3%	-11,5%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,9	0,8	0,7	0,7	0,8	0,7	0,8	0,8	9,3%	11,6%
<i>dont actions</i>	10,7	152,0	11,3	11,1	8,7	10,5	11,0	10,6	1,2%	-4,7%
<i>dont obligations</i>	12,6	13,3	14,6	10,9	9,3	11,0	11,3	10,0	-9,3%	-8,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	16,8	16,4	16,4	15,0	15,5	15,4	15,4	15,8	2,6%	5,8%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	201,9	214,7	226,1	239,5	223,5	254,7	246,8	246,9	-3,1%	3,1%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr